

Unité départementale de la Marne

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



EURO BENGALE

DEPOT DE MUNITION MILITAIRE
51230 CONNANTRAY VAUREFROY

Références : SM3 SL/AS n°D3i 2022-538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement EURO BENGALE implanté 51230 CONNANTRAY VAUREFROY. L'inspection a été annoncée le 20/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 29/06/2022 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURO BENGALE
- 51230 CONNANTRAY VAUREFROY
- Code AIOT dans GUN : 0003012297
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société Euro Bengale exploite à Connantray-Vaurefroy (51 230) un dépôt d'articles pyrotechniques, classé Seveso seuil haut au sens de l'article R.511-10 du Code de l'Environnement par dépassement direct dans la rubrique 4220 (stockage de produits explosifs) de la nomenclature des installations classées. Le site est composé d'une zone vie et d'une zone pyrotechnique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.2.3	/	Lettre de suite préfectorale
Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.3.3	/	Lettre de suite préfectorale
Vérification et maintenance	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.5.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 2	/	Sans objet
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.1.1	/	Sans objet
Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.4.1.5 et 7.4.1.6	/	Sans objet
Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de réaliser un contrôle partiel des infrastructures de l'établissement et a permis de vérifier visuellement certaines prescriptions réglementaires. Des non-conformités mineures ont été relevées et nécessitent la mise en place d'actions correctives. Un projet de lettre de suite en ce sens est proposé à Monsieur le Préfet de la Marne.

Le service de l'inspection rappelle que le contrôle a été réalisé sans préjudice des autorisations et obligations en vigueur dont le site peut être assujetti, notamment pour le respect des réglementations fixées par le Code du Travail et le Code de la Défense.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Quantité stockée
Prescription contrôlée : Quantité stockée au jour de la visite
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks en situation réelle via son outils de gestion informatique. Celui-ci est conforme à la situation administrative du site.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : L'exploitant a recensé les parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Le plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques se trouve au chapitre 10.4 du Plan d'opération interne nommé "Description des produits explosifs stockés ou manipulés sur le site".
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;- d'un extincteur à eau dans chaque igloo ou pavillon ;- d'extincteurs répartis sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- de 12 poteaux incendie;- de 12 réserves d'eau de 53 m3 chacune, semi-enterrées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats : Le site est équipé des moyens de lutte contre l'incendie, conformément à l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 04/04/2017.</p> <p>Il est à noter que:</p> <ul style="list-style-type: none">- les 12 poteaux incendie se trouvent dans la zone administrative pour des interventions dans les bâtiments et le parking;- les 12 réserves d'eau de 53 m3 sont réparties dans la zone pyrotechnique. <p>Les moyens de lutte font l'objet d'un contrôle annuel. Il a été présenté les rapports suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- fiche d'enregistrement F9-07: contrôle des moyens de lutte contre l'incendie;- rapport du 21/10/2021 du laboratoire CME ART LAB. <p>Dans ce dernier, il est noter que 6 bâtiments n'ont pas été visités et qu'un contrôle de ces dispositifs est à prévoir. L'exploitant explique que ces bâtiments ne sont pas utilisés et que les dispositifs de lutte de ceux-ci sont stockés à l'intérieur pour éviter leur dégradation.</p> <p>Une vérification visuelle a été réalisée au niveau de la réserve incendie 102 et de l'extincteur extérieur du bâtiment 103A. Aucune anomalie n'a été relevée.</p> <p>Proposition de l'inspection:</p> <p>L'ensemble des bâtiments ne sont pas utilisés. Il est proposé à l'exploitant de mettre en place une procédure de mise en service d'un bâtiment de stockage accompagné d'un enregistrement pour toute mise en service. Cette procédure devra explicitement interdire tous stockages si l'ensemble des dispositifs électriques, de prévention et de lutte contre l'incendie ne sont pas mis en place, contrôlés et conformes à la réglementation en vigueur.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection
<p>Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 71.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection incendie.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats : Les bâtiments administratifs ainsi que le poste de garde sont munis de détecteurs incendie.</p> <p>Les bâtiments de stockage sont munis de détecteurs de mouvement et de chaleur de la marque VANDERBILT reliés au poste de garde.</p> <p>L'exploitant a déclaré tester les dispositifs mais que ces tests ne font pas l'objet d'un enregistrement.</p> <p>Néanmoins, un test en ligne est réalisé de manière régulière et fait l'objet d'un enregistrement informatique automatique.</p> <p>Proposition de l'inspection: Il est proposé à l'exploitant de mettre en place une procédure de contrôle des détecteurs incendie et un enregistrement de ces contrôles afin de s'assurer que l'ensemble des bâtiments a été vérifié à minima une fois par semestre.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 74.1.5 et 74.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
Constats : Dans la zone pyrotechnique, la consigne est de ne pas intervenir en cas d'incendie et donc de ne pas utiliser d'eau. Dans la zone administrative, il est convenu un contrôle des points chauds des camions avant toute entrée sur le site. De la même façon, il n'est prévu d'éteindre un incendie sur cette zone. Ces consignes sont inscrites dans l'étude de dangers du site.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification et maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et maintenance périodiques
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : La vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie a été abordée au point de contrôle: Moyens de lutte contre l'incendie. Suite à la panne électrique qui a eu lieu en décembre 2021, les dispositifs électriques hautes tensions ont été remis en état. Il est désormais prévu un contrôle annuel de celles-ci par la société Georges Electricité Industriel. Une procédure de fonctionnement en mode dégradé référencé P11 et un enregistrement référencé F11-02 ont été mis en place. Le reste des installations électriques a fait l'objet d'une vérification par le bureau d'études APAVE. Le rapport en date du 09/06/2022 a été présenté à l'inspection. Des non-conformités ont été relevés. L'exploitant a mis en place un plan de travaux en privilégiant les bâtiments utilisés. Il est à noter que le rapport émis par l'APAVE ne permet de différencier les bâtiments en activité des autres.
Proposition de l'inspection: Comme au point de contrôle: Moyens de lutte contre l'incendie, il est proposé à l'exploitant de mettre en place une procédure de mise en service d'un bâtiment de stockage accompagné d'un enregistrement pour toute mise en service. Cette procédure devra explicitement interdire tous stockages si l'ensemble des dispositifs électriques, de prévention et de lutte contre l'incendie ne sont pas mis en place, contrôlés et conformes à la réglementation en vigueur. De plus, il est conseillé à l'exploitant de demander à son bureau de contrôle de mettre une annotation relative à l'utilisation ou non des bâtiments contrôlés.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2017, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du Plan d'Opération Interne (POI) établi en application de l'article R. 515-100 du code de l'environnement. Ce plan est par ailleurs testé et mis à jour au moins tous les trois ans.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a réalisé un test de mise en situation du gardien. Celui-ci a présenté le POI du site et a su expliqué ce qu'il devait faire en cas d'incident/accident. Suite à une précédente visite, il a été demandé à l'exploitant d'enrichir le message d'alerte au secours afin d'y intégrer le classement Seveso Seuil Haut du site. Cette modification a été apportée.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet